

LES GRAINS

L'ENCOMBREMENT DES INSTALLATIONS AUX PORTS D'EXPORTATION—L'ÉTABLISSEMENT D'AUTRES ÉLEVATEURS TERMINUS À PRINCE-RUPERT

M. Frank Howard (Skeena): Monsieur l'Orateur, ma question découle de celles qui ont été posées sur l'acheminement des céréales. Le ministre comptable de la Commission du blé et le ministre des Finances étant absents, puis-je demander au premier ministre s'il discuterait avec ces messieurs et d'autres membres du cabinet la question d'attribuer des fonds à l'installation d'autres élévateurs terminus à Prince Rupert, pour que ce port puisse servir à atténuer les pressions sur l'exportation des céréales aux autres ports?

Le très hon. P.-E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, au nom des ministres, j'accepte la question comme préavis.

* * *

LES TRANSPORTS AÉRIENS

L'ÉTAT DES ENTRETIENS CANADO-AMÉRICAINS RELATIFS AU PROLONGEMENT DES ACCORDS BILATÉRAUX

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Transports. Pourrait-il nous donner un rapport sur l'état des entretiens canado-américains relatifs au prolongement des accords aériens bilatéraux, particulièrement en ce qui concerne l'Ouest du Canada?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): En résumé, monsieur l'Orateur, les derniers pourparlers ont eu lieu à Washington, il y a quelques mois. Il serait normal que les prochains entretiens se déroulent à Ottawa. Nous avons laissé entendre aux autorités américaines compétentes que nous étions prêts à engager ces pourparlers à n'importe quel moment. C'est donc actuellement aux États-Unis qu'il revient de fixer la date de la reprise des négociations.

L'hon. M. Lambert: A-t-on idée de la date de leur reprise?

* * *

• (1150)

LA POLLUTION

LES GRANDS LACS—L'OPPOSITION DES É.-U. À UN PROJET D'ÉPURATION—L'EFFET SUR LE PROGRAMME CANADO-AMÉRICAIN

M. Randolph Harding (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de l'Environnement. Étant donné qu'on a annoncé dernièrement que l'administration Nixon avait mis son veto à un programme de 138 millions de dollars visant à accélérer l'épuration des Grands lacs, je voudrais demander au ministre quel effet cette mesure aura sur le programme canado-américain qui vise à résoudre ce problème?

L'hon. Jack Davis (ministre de l'Environnement): J'espère, monsieur l'Orateur, que le programme conjoint, qui

a été approuvé en principe tant par le Canada que par les États-Unis, sera mis en œuvre.

M. Harding: Le ministre a-t-il formulé des protestations contre l'atermoiement constant du gouvernement américain en particulier à lancer une attaque tangible contre ce grave problème de pollution, commun à nos deux pays, et la date limite de 1975 relative à l'adoption de certaines normes, devra-t-elle être révisée?

L'hon. M. Davis: J'espère que non, monsieur l'Orateur.

* * *

L'INDUSTRIE

DOMINION AVIATION—LA DEMANDE D'UNE SUBVENTION RELATIVE À UN APPAREIL ADAC—L'EXPLICATION DÉSIRÉE

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, le député de Peace River a demandé hier si une société appelée Dominion Aviation avait sollicité auprès de mon ministère une subvention au développement. La réponse est oui. En novembre dernier, elle a demandé une aide en vertu du Programme d'aide générale de transition. Nous avons constaté qu'elle n'y était pas admissible, n'ayant aucune usine au Canada. Cependant, en mars même, la société est revenue à la charge demandant de l'aide en vertu du Programme d'avancement de la technologie, et cette dernière demande est encore à l'étude.

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, étant donné que la plus large part de l'aide à l'industrie aéronautique a été accordée dans le Canada central, aux sociétés Canadair et De Havilland, et que la société en cause ici est exposée à passer aux mains des Américains, le ministre étudierait-il sérieusement la demande de cette société afin qu'elle soit préservée pour l'industrie canadienne?

L'hon. M. Pepin: Nous le faisons toujours, monsieur l'Orateur.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'ENTRÉE DE LA GRANDE-BRETAGNE DANS LE MARCHÉ COMMUN—LA PROTECTION DES INTÉRÊTS DU CANADA

M. Mac T. McCutcheon (Lambton-Kent): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Étant donné que, selon une opinion assez répandue au Canada, l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun portera atteinte à la situation commerciale de notre pays, le gouvernement entend-il, dans son propre intérêt, encourager le refus de cette entrée dans le référendum annoncé par le président Pompidou et, si oui, quelles mesures prend-on actuellement pour protéger les intérêts du Canada?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, nous n'avons ni l'intention, ni le pouvoir d'empêcher l'élargissement du Marché commun. Si le député veut bien se présenter au comité auquel seront soumis mes crédits d'ici quelques jours, je répondrai aux questions sur les mesures que nous avons prises ou que nous entendons prendre.